

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 VERSAILLES

VERSAILLES, le 7 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CALORIE FLUOR**

Rue Clément Ader  
78530 BUC

Code AIOT : 0006512926

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement CALORIE FLUOR implanté 402 rue Clément Ader ZAC Préclos 78530 BUC. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALORIE FLUOR
- 402 rue Clément Ader ZAC Préclos 78530 BUC
- Code AIOT : 0006512926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Calorie Fluor est spécialisé dans la distribution de fluides frigorigènes : L'exploitant assure la distribution, le conditionnement, le stockage & le transport, le support technique & réglementaire et le traitement des déchets de fluides frigorigènes issus de son activité.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Gestion des eaux pluviales
- Garanties financières
- Contrôle d'étanchéité des équipements chargés en fluides frigorigènes
- Contrôle de l'installation électrique
- Registre des quantités de déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/06/2014, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Effluents liquides/ Modification d'activité	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 4.1.2/1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 7.5.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Quantité maximale de déchets entreposés sur site	Arrêté Préfectoral du 30/06/2014, article 11.11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 1.2.1/1.5.2	suite de l'inspection du 18/ 02/2018	Sans objet
2	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 9.2.1	suite de l'inspection du 18/ 02/2018	Sans objet
4	Contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Article 1	/	Sans objet
6	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 2.2	/	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 7.2.3	/	Sans objet
10	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 5.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 5.1.3	/	Sans objet
12	Contenu des BSD pour les fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 26/07/2022, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site répond globalement aux attentes de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Toutefois, des écarts sont constatés.

Ainsi, l'exploitant doit mettre à jour l'inventaire administratif du tonnage des fluides usagés affichés par le logiciel de gestion ; celui-ci serait faussé par une gestion informatique à reconfigurer ; la visite de site a confirmé l'incohérence des chiffres affichés par le logiciel, largement supérieurs à la réalité des produits présents.

L'exploitant doit améliorer la gestion des quantités de déchets stockés qui est supérieure aux quantités autorisées : il s'agira d'anticiper sur les quantités sur place, devant déclencher un envoi vers les sites prenant en charge ces déchets afin que les quantités maximales autorisées sur l'installation ne soient jamais atteintes.

De plus, l'exploitant doit finaliser les démarches qu'il a réalisées pour la mise à jour de ses garanties financières. Les documents originaux des garanties financières (attestation originale) ainsi que la saisine du préfet avec les éléments de recalcul, sont à transmettre dès que possible.

Par ailleurs, l'ajout d'un nouveau point de rejet des eaux usées est à porter à la connaissance de l'inspection au regard des modifications de l'installation et de la mise à jour de la situation administrative.

Enfin, l'exploitant doit produire rapidement des plans mis à jour, indispensables notamment aux services de sécurité et d'incendie en cas d'intervention .

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 1.2.1/1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des rubriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 18/02/2018
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.1 :« Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées (cf fiche 0) » Article 1.5.2. :« Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant... »
<b>Rappel des suites de l'inspection de 2018 :</b> Non conformité : "Au regard des modifications apportées, l'exploitant doit sous <b>un délai de trois mois</b> , transmettre à Monsieur le Préfet des Yvelines un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. Ce dossier comprendra notamment l'étude d'impact et de dangers réactualisées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un porter à la connaissance par courrier du 11 juillet 2019. Indépendamment de cette inspection, celui-ci doit être complété avant poursuite de son instruction, notamment avec des plans modifiés et des compléments d'information sur les effets dominos en cas d'incendie des produits inflammables relevant de la rubrique 4718.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Autosurveillance des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 9.2.1 et 4.2.9																							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux pluviales																							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 18/02/2018																							
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9.2.1 Une surveillance des rejets d'eau pluviale est réalisée par un organisme agréé sur les paramètres suivants sur 24h et tous les deux ans pour : Température, pH, Débit, Hydrocarbures, MES, DCO  Article 4.2.9 L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré; les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.																							
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>5</td></tr><tr><td>MES</td><td>30</td></tr><tr><td>DCO</td><td>50</td></tr></table>				Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Hydrocarbures	5	MES	30	DCO	50												
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)																						
Hydrocarbures	5																						
MES	30																						
DCO	50																						
<b>Rappel des constats de l'inspection de 2018 :</b> L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des eaux pluviales réalisées respectivement le 28 février 2017 et le 10 juillet 2014 par la société CERECO. Les résultats sont les suivants :																							
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th><th>Analyse 2014</th><th>Analyse 2017</th></tr><tr><td><i>Hydrocarbures</i></td><td>5</td><td>&lt; 0,31</td><td>&lt; 0,29</td></tr><tr><td><i>MES</i></td><td>30</td><td>9</td><td>21</td></tr><tr><td><i>DCO</i></td><td>50</td><td>&lt; 30</td><td>88</td></tr><tr><td><i>pH</i></td><td>7,5 &lt; C &lt; 8,5</td><td>6,5</td><td>6,6</td></tr></table>				Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Analyse 2014	Analyse 2017	<i>Hydrocarbures</i>	5	< 0,31	< 0,29	<i>MES</i>	30	9	21	<i>DCO</i>	50	< 30	88	<i>pH</i>	7,5 < C < 8,5	6,5	6,6
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Analyse 2014	Analyse 2017																				
<i>Hydrocarbures</i>	5	< 0,31	< 0,29																				
<i>MES</i>	30	9	21																				
<i>DCO</i>	50	< 30	88																				
<i>pH</i>	7,5 < C < 8,5	6,5	6,6																				
L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"><li>– un dépassement de la concentration en DCO lors du contrôle réalisé en 2017 ;</li><li>– que les valeurs de pH mesurées en 2014 et 2017 sont en dehors de la plage autorisée ;</li><li>– que la périodicité bi-annuelle de la mesure n'est pas respectée.</li></ul>																							
A la lecture de l'autorisation de déversement présenté par l'exploitant, l'inspection note que les valeurs de rejets autorisées par la convention sont inférieures (plus strictes) aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.																							
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'un rapport d'analyse B22/R20281/0009 des rejets d'eaux pluviale effectuée par CERECO en date du 24/05/22. L'inspection note que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les analyses respectent les prescriptions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2009.</li><li>- les résultats d'analyses sont conformes aux seuils des paramètres prescrits à l'article 4.2.9 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2009.</li></ul>																							
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																							
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																							

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2014, Article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Constitution et renouvellement Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse au préfet, avant les dates mentionnées à l'article 11.3 du présent arrêté, le document attestant la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 11.3, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.
<b>Constats :</b> Par courrier du 21 avril 2022, l'inspection a formulé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'absence de garanties financières à jour</li><li>- la demande d'actualisation de ces garanties financières en précisant la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.</li></ul> Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare n'avoir pas reçu le courrier sus-visé (celui-ci a été renvoyé par mail du 16 novembre 2022) et précise cependant avoir rédigé une proposition d'actualisation en décembre 2020.  Par mail du 23 novembre 2022, l'exploitant a transmis la proposition d'actualisation de décembre 2020 avec une copie de l'attestation des Garanties financières de BNP PARIBAS. Conformément à l'arrêté préfectoral sus-visé, l'exploitant doit adresser au préfet le document original attestant de la constitution des garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Contrôle d'étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, Article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité équipements frigorifiques, climatiques et thermodynamiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 : -soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ; -soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté.  Les contrôles d'étanchéité périodiques réalisées par une méthode de mesure directe sont réalisés sur les parties décrites à l'article 4 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé.  Lors des contrôles d'étanchéité périodiques réalisés par une méthode de mesure indirecte, l'opérateur effectue un contrôle visuel et manuel de l'équipement et analyse l'un ou plusieurs des paramètres suivants : a) La pression ; b) La température ; c) Le courant du compresseur ; d) Les niveaux de liquides ; e) Le volume de la quantité rechargée.  Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser, conformément à l'article 3 (CE) 1516/2007, par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité, la vérification des fiches d'intervention de l'équipement prévues à l'article R. 543-82 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Par mail du 23 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la feuille d'intervention n°303494059, réalisée par la société AXIMA REFRIGERATION en date du 11 novembre 2022. Celle-ci reprend la nature du contrôle pour une « recherche de fuite cuve », elle est accompagnée de la fiche d'intervention CERFA n°15 497*02 / Fiche numérotée : 2022/131939 en lien avec le contrôle mis en œuvre : A l'Item n° 10 qui traite des « fuites constatées lors du contrôle d'étanchéité » il est coché la case NON.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 4.1.2 et 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.1.2 :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation, {bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li> <li>- Les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>Article 1.5.1:</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un schéma des réseaux d'eau incomplet sur lequel des ruptures incohérentes sont constatées notamment pour le réseau d'eau potable du site.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 23 novembre 2022, un plan dans lequel deux éléments nécessiteraient des justifications ou des modifications de plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un tronçon de canalisation vert apparaît, soit une canalisation d'eau potable. Il s'agira d'identifier et de compléter le tracé du réseau auquel appartient ce tronçon.</li> <li>- A la comparaison avec les plans des réseaux fournis en 2008 dans le dossier de demande d'autorisation, il apparaît qu'un second point de rejet d'eau usée a été ajouté sans en informer le Préfet.</li> </ul> <p>Conformément à l'article 1.5.1. de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009, l'exploitant doit porter à la connaissance du préf (à l'attention de l'inspection des installations classées) les éléments d'appréciation adéquats en lien avec cette modification des installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 6 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves de produits ou matières consommables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de Produits où matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels des produits absorbants, des kits anti-pollution destinés à prévenir toute pollution des réseaux de collecte des effluents en cas d'incident.
<b>Constats :</b> L'exploitant explique que les douze plaques élastomères stockées dans un coffre fermé à proximité des grilles de recueil des eaux du site sont vérifiées tous les six mois. L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"><li>- que le coffre situé proche de l'entrée du site industriel contient deux plaques qui doivent obturer les grilles en cas d'incident.</li><li>- la présence d'une procédure de maintenance et de suivi du matériel, avec contrôles semestriels qui précise les actions récurrentes, acte et détaille les interventions.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée annuellement par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant explique que deux types de contrôle sont mis en œuvre pour l'installation électrique : un contrôle thermographique en complément du contrôle classique.  L'inspection constate la présence d'un rapport de contrôle des installations électriques réalisé par la société VERITAS en date du 24 juin 2022. L'inspection note que le rapport précise que l'installation « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des plans sont apposés dans les bâtiments afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. En particulier, un plan schématique conforme à la norme NF S 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupures des fluides et commandes d'équipements de sécurité sont apposés et tenus à la dispositions des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> En l'absence de plan affiché disponible lors de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 23 novembre 2022, un plan incomplet des bâtiments ne mentionnant pas la totalité des attendus de l'article sus-visé. L'exploitant doit compléter ce plan conformément à la norme NF S 60-302 et notamment l'emplacement des locaux techniques, les stockages dangereux, les dispositifs de coupures des fluides et les commandes d'équipements de sécurité et veiller à ce que celui-ci soit accessible et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Quantité maximum de déchets entreposés sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2014, Article 11.11										
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect des quantités de déchets stockées										
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet										
<p><b>Prescription contrôlée :</b> A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 11.2 du présent arrêté a été calculé.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de déchets</th><th>Désignation du déchet</th><th>Quantité maximale sur site en tonne</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Déchets dangereux</td><td>Déchets de fluides usagés</td><td>99</td></tr> <tr> <td>Déchets d'huiles et de glycols usagés</td><td>1</td></tr> </tbody> </table>			Type de déchets	Désignation du déchet	Quantité maximale sur site en tonne	Déchets dangereux	Déchets de fluides usagés	99	Déchets d'huiles et de glycols usagés	1
Type de déchets	Désignation du déchet	Quantité maximale sur site en tonne								
Déchets dangereux	Déchets de fluides usagés	99								
	Déchets d'huiles et de glycols usagés	1								
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un tableau excel « ICPE V15 » témoignant de l'état des stocks du site et extrait du logiciel de gestion ERP utilisé par la société Calorie Fluor.</p> <p>Les tonnages des fluides usagés affichés par le logiciel de gestion sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à détruire : 3,49 tonnes ;</li> <li>• à régénérer : 28,74 tonnes ;</li> <li>• non analysés : 203,68 tonnes (masse théorique).</li> </ul> <p>La quantité de déchets de fluides usagés susceptible d'être présente sur le site s'élève donc à 235,93 tonnes.</p> <p>L'exploitant précise que ce dépassement des quantités est dû à un problème de gestion des données dans le logiciel ERP. Les quantités affichées correspondent au tonnage présent sur le site en 2022 mais également aux tonnages des années 2019 et 2020 cumulés en poids théorique.</p> <p>L'exploitant explique qu'un inventaire doit intervenir début janvier 2023, celui-ci permettra la prise en compte de la quantité réelle et la mise à jour du logiciel de gestion.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection ne constate pas de stockage disproportionné par rapport aux quantités de fluides usagés autorisés à être stockés sur le site de Calorie Fluor (allées bien dégagées, hauteur des stockages respectés, pas de stockage hors des zones définies).</p> <p>Les déchets d'huiles et de glycols présents sur le site sont exclusivement issus des activités propres à Calorie Fluor. Ce type de déchet n'est pas repris par l'exploitant à ses clients. Les déchets d'huiles et de glycols sont générés par des activités de nettoyage réalisées sur site.</p> <p>Ainsi, suite à la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant présente les tonnages de déchets d'huiles et de glycols présents sur le site. Les tonnages présents s'élèvent à 2,6 tonnes de déchets d'huiles et de glycols contre 1 tonne autorisée.</p> <p>Ces constats amènent l'inspection à prononcer une non-conformité pour non respect des quantités de déchets autorisées sur le site de l'exploitant.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de présenter l'état des stocks réels de déchets de fluides usagés ainsi que de faire collecter les déchets d'huiles et de glycols afin de retrouver les quantités de déchets autorisés à être stockés selon l'article 11.11 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2014.</p>										
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites										
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale pour la mise à jour des éléments chiffrés dans le logiciel de gestion des déchets de fluide usagés et pour l'enlèvement des déchets d'huiles et de glycols dépassant le stock maximum autorisé.</p>										
<p><b>Proposition de délais :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à jour des éléments chiffrés dans le logiciel de gestion des déchets de fluide usagés : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite.</li> <li>• Enlèvement des déchets d'huiles et de glycols dépassant le stock maximum autorisé : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite.</li> </ul>										

## N° 10 : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect du tri des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement  Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.  Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.  Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.  Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R543-201 du code de l'environnement.  Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination)
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de trois zones de tri des déchets sur le site de Calorie Fluor : <ul style="list-style-type: none"><li>• zone de tri et stockage de déchet susceptible d'être dangereux (GRV vides ayant contenu des solvants, DEEE, etc.). Cette zone est sur rétention et à l'abri des intempéries;</li><li>• zone de tri des déchets de palettes : les palettes sont stockées à l'extérieur sur une aire définie. Ces déchets sont ensuite envoyés pour recyclage ;</li><li>• zone de tri des déchets 7 flux.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, Article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement où leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que le stockage des déchets se fait dans des conditions ne présentant pas de risque pour l'environnement. Les déchets sont stockés à l'extérieur, à l'abri des intempéries, sur une rétention empêchant le charriage éventuel de polluants vers le milieu naturel. Les déchets dangereux, non dangereux, recyclables sont bien séparés les uns des autres. Aucune odeur n'est identifiée par l'équipe d'inspection pouvant être générée par ces zones de stockage de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Contenu des BSD pour les fluides frigorigènes**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/07/2022, Article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traçabilité des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau, lors de l'émission du bordereau : L'émetteur du bordereau est :</p> <p>1° L'opérateur qui collecte des déchets dangereux de fluides frigorigènes (ou autres déchets dangereux de fluides) lors d'opérations sur les équipements en contenant de ses clients ; ou 2° Le détenteur des déchets (producteur des déchets).</p> <p>i) Concernant l'émetteur du bordereau : - nature : opérateur qui collecte des déchets dangereux de fluides frigorigènes (ou autres déchets dangereux de fluides) lors d'opérations sur les équipements en contenant de ses clients, ou autre détenteur des déchets ; - numéro SIRET ; - raison sociale ; - adresse ; - téléphone ; - courriel ; - nom de la personne ou de l'entité à contacter ;</p> <p>ii) Concernant la nature, le conditionnement et la quantité des déchets : - code du déchet au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - dénomination usuelle du déchet ; - si le déchet relève de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, les informations prévues par cette réglementation qui ne sont pas déjà mentionnées par le présent arrêté ; - type de contenant : bouteille, ou autre à préciser ; - numéro et volume de chaque type de contenant exprimé en litre ; - masse du contenu de chaque contenant exprimé en kilogramme ; - nombre total de contenants ; - quantité totale réelle ou estimée exprimée en kilogramme ;</p> <p>iii) Concernant l'origine des déchets : - nom du lieu où sont collectés les déchets si différent de celui de l'émetteur ; - adresse du lieu où sont collectés les déchets si différent de celui de l'émetteur ; - lorsque les déchets sont issus de la collecte en petites quantités, la quantité totale réelle ou estimée exprimée en kilogramme, le département du lieu de collecte, les informations concernant chaque détenteur (numéro SIRET, raison sociale, nom de la personne à contacter, courriel) et chaque opérateur (numéro SIRET, raison sociale, nom de la personne à contacter, courriel) ainsi que les numéros des fiches d'intervention mentionnées à l'article R. 543-82 du code de l'environnement si les déchets sont issus d'opérations soumises à l'établissement d'une telle fiche ;</p> <p>iv) Concernant l'installation de destination (entreposage provisoire, reconditionnement ou autre traitement) prévue : - s'il s'agit d'une installation d'entreposage provisoire ou de reconditionnement ; - numéro SIRET ; - raison sociale ; - adresse ; - téléphone ; - courriel ; - nom de la personne à contacter ; - le cas échéant, numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets ; - code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée.</p> <p>B. - Informations transmises par le transporteur : L'exactitude des informations déclarées par le transporteur assurant la prise en charge des déchets au départ de l'installation expédiant les déchets est confirmée, lors de la prise en charge des déchets, par l'exploitant de l'installation d'expédition au moyen d'une signature électronique :</p> <p>i) Concernant le transporteur : - numéro SIRET ; - raison sociale ; - adresse ; - téléphone ; - courriel ; - nom de la personne à contacter ; - le cas échéant, numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-51 du même code ; - le cas échéant, département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-50 du même code ; - le cas échéant, limite de validité du récépissé ; - le cas échéant, si le collecteur-transporteur est exempté de déclaration au titre de l'article R. 541-50 du même code ;</p> <p>ii) Concernant les modalités de transport du déchet : - numéro(s) d'immatriculation du moyen de transport ; - mode de transport ; - date de prise en charge ; - si un autre transporteur prend en charge le déchet à la suite du transport en cours (transport multimodal).</p> <p>C. - Informations transmises par l'installation de destination (entreposage, reconditionnement, ou</p>

autre traitement) lors de la réception du déchet :

i) Concernant l'installation de destination : - s'il s'agit d'une installation d'entreposage, ou de reconditionnement, ou d'un autre type de traitement de déchet ; - numéro SIRET ; - raison sociale ; - adresse ; - téléphone ; - courriel ; - nom de la personne à contacter ;

ii) Concernant la réception du déchet : - quantité réelle de déchet présentée ; pour les installations d'entreposage ou de reconditionnement, la quantité peut être estimée ; - date de présentation du déchet ; - date d'acceptation ou de refus du déchet ; - si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ; - en cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusée.

#### **Constats :**

L'exploitant utilise le logiciel de gestion ERP pour la traçabilité des déchets entrants et sortants du site. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son utilisation du logiciel TrackDéchet.

Avant chaque acceptation de déchets de fluides usagé un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) est généré par le client et analysé par la société Calorie Fluor. L'exploitant, après réception des déchets les identifie par l'intermédiaire d'un code barre présent sur les bouteilles de fluides usagés. Si le code barre est détecté Calorie Fluor accepte le déchet (bouteilles qui leur appartiennent).

Différentes tailles de bouteille sont réceptionnées sur le site allant de 6 à 990 litres.

L'équipe d'inspection demande à regarder le bordereau de suivi du déchet identifié dans le logiciel ERP n°R410U. L'exploitant présente les éléments suivants au format numérique et précise qu'un BSD papier est également généré :

- Date de réception 03/01/2022 ;
- Code du déchet (140601\*) ;
- Dénomination du déchet ;
- Date d'analyse de l'analyse ;
- Nature du flux ;
- Quantité de déchet entrant ;
- N° du récipient ;
- Nom du producteur ;
- Adresse du producteur ;
- Nom du transporteur et adresse du transporteur ;
- Numéro de réception ;
- N°BSD papier et informatique ;
- Code de traitement du déchet ;

L'exploitant présente les éléments renseignés dans le logiciel ERP pour les déchets sortants du site :

- Date d'expédition
- Code du déchet
- Nature du flux
- Nature du fluide
- Quantités
- N°récépissé
- Nom de l'installation de traitement
- Adresse du site
- Nom du transporteur

L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de passer par le logiciel TrackDéchets pour toute réception ou expédition de déchets de fluides usagés à compte du 1er janvier 2023.



Par ailleurs, par mail du 21 juillet 2022, l'exploitant a sollicité de l'inspection une autorisation préfectorale complémentaire permettant une évolution de la gestion administrative pour la traçabilité des déchets. Cette demande, concerne la rupture de traçabilité pour les bouteilles codées servant de contenant pour le transport de déchets de fluide frigo en quantités résiduelles. Ces déchets sont mélangés, dans l'installation exploitée par Calorie Fluor à BUC, dans des cylindres destinés à la régénération future des fluides frigorigènes notamment. Le traçage dans Track-Déchet du code de ces bouteilles remises en service dès qu'elles ont été vidées, apparaîtrait comme redondant sur la plateforme pour une réutilisation immédiate tant que le BSDD initial n'a pas été clôturé.

Par mail du 22 août 2022 visant l'article 10 de [l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement](#) et [l'arrêté ministériel du 26 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés](#), il a été notifié à l'exploitant que "**l'autorisation de rupture de traçabilité ne peut être accordée**".

Sur site le 14 novembre 2022, il a été établi par l'équipe d'inspection que le processus de suivi des petites quantités de déchet de fluide frigo mis en place pour l'installation présentait toutes les garanties du maintien de la traçabilité. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de conserver le processus en place à ce jour, faute d'une autre possibilité dans l'outil TrackDéchet. Il est à noter cependant, que des évolutions réglementaires du logiciel Track-Déchet sont attendues courant 2023. Celles-ci pourraient apporter des modus operandi plus souples quant à la gestion des bouteilles dotées d'un code-barre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet